

Aperçu d'une relation improbable: le Parti Communiste Français et le Parti Communiste Roumain (1957-1972)

Demetrescu, Matei

Veröffentlichungsversion / Published Version
Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Demetrescu, M. (2012). Aperçu d'une relation improbable: le Parti Communiste Français et le Parti Communiste Roumain (1957-1972). *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 12(2), 275-288. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-446138>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0>

Aperçu d'une relation improbable

Le Parti Communiste Français et le Parti Communiste Roumain (1957-1972)¹

MATEI DEMETRESCU

L'analyse des rapports entre deux partis politiques agissant au sein de pays et de systèmes politiques différents exige qu'on évalue d'abord l'environnement de la relation. Il faut considérer en premier lieu le rôle de l'histoire², succession des événements présidant à la confection d'un contexte politique, social et culturel particulier, dans lequel la relation a lieu. Il faut considérer ensuite les systèmes politiques qui encadrent l'existence même des partis visés et déterminent leur positionnement fonctionnel dans le jeu politique³. L'idéologie du parti, son programme et son statut, la famille politique à laquelle il appartient, le bassin social qu'il revendique et qu'il anime sont également des éléments à prendre en compte. Cette étude considère deux espaces politiques profondément différents – la Roumanie et la France – deux pays ayant connu des parcours politiques apparentés, mais différents et dont les régimes, en vertu d'une familiarité souvent trompeuse, sont d'autant plus difficile à comparer. À partir du XIX^e siècle, la Roumanie et la France entretiennent une relation forte, démultipliée sur des paliers politique, économique et surtout culturel, sur le parcours de laquelle la Seconde Guerre Mondiale et l'instauration du régime communiste en Europe de l'Est ont marqué des points d'inflexion indélébiles.

Cette étude examine les rapports entre les partis communistes roumain (PCR)⁴ et français (PCF), qui sont à la fois des rapports entre deux univers politiques différents. Contestataire, antisystème ou tribunitien⁵, sans être pourtant capable

¹ La publication de cet article a été rendue possible avec l'aide du programme de financement doctoral «„Excelență și interdisciplinaritate în studiile doctorale pentru o societate informațională“, POSDRU 107/1.5/S/80765, cofinanțat de Fondul Social European prin Programul Operațional Sectorial Dezvoltarea Resurselor Umane». L'auteur tient à exprimer sa gratitude envers M. Guillaume Nahon, Directeur des Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis, M. Pascal Carreau et M. Pierre Boichu, archivistes aux Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis et responsables des fonds du PCF et Mme. Alexandra Ionescu, maître de conférences à la Faculté de Sciences Politiques de l'Université de Bucarest: leur support, à la fois constant et critique et leur générosité ont rendu cette recherche possible.

² On va reprendre la définition de l'*histoire* proposée par Raymond Aron: «Dans un sens concret, le terme histoire désigne une certaine réalité, dans le sens formel la connaissance de cette réalité». Raymond ARON, *Introduction à la philosophie de l'histoire: Essai sur les limites de l'objectivité historique*, Gallimard, Paris, 1991, p. 7.

³ Cf. Giovanni SARTORI, *Parties and Party Systems. A Framework for Analysis*, Cambridge University Press, Cambridge, 1976.

⁴ Entre 1948-1965 le Parti Communiste Roumain s'intitula Parti Ouvrier Roumain, pour en revenir à la dénomination originaire, PCR, qu'il garda jusqu'en 1989. Pour l'aisance de la lecture, nous emploierons la seconde titulature.

⁵ Georges LAVAU, «Les partis „antisystème“ ont-ils des „fonctions“?», in Jean CHARLOT (dir.), *Les partis politiques*, 2^e éd., Armand Colin, Paris, 1971.

d'accaparer l'appareil d'État¹, le PCF est consigné dans l'opposition, participant de manière erratique au gouvernement sans pour autant mettre en œuvre son projet idéologique. De son côté, le PCR naît comme un Parti-État, il s'agence et s'organise en tant que parti au pouvoir et grâce au monopole politique qu'il exerce. Différents, leur appartenance à un système communiste dont l'amplitude est mondiale les rend «frères», une fraternité d'autant plus significative que les attitudes adoptées envers l'URSS sont sensiblement divergentes².

Cette étude s'appuie sur une diversité de sources, dont une partie est inédite, extraites des archives du PCF et du journal *L'Humanité*³. Des documents relatifs au PCR se trouvent notamment dans les archives personnelles des dirigeants du PCF (Fonds Gaston Plissonnier⁴, Raymond Guyot⁵, Waldeck Rochet⁶)⁷. Les dossiers sur la Roumanie contiennent des coupures de presse (principalement articles publiés par *L'Humanité*), des comptes rendus sur l'activité des délégations des deux partis, des lettres échangées entre les responsables et des prises de position des dirigeants roumains sur des thèmes d'actualité (e.g. l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968, ou la Conférence des Partis communistes de Karlovy-Vary d'avril 1967). La rareté de ces documents ainsi que l'absence d'une régularité chronologique des rencontres indique que les deux partis n'ont pas entretenu une relation constante et institutionnalisée. La lecture des documents révèle les différentes thématiques abordées lors des rencontres (assez rares d'ailleurs) des représentants des deux partis. Leurs sujets portent sur les relations entre les partis communistes (dans le cadre des conférences mondiales ou régionales des PC), sur les relations internationales (dans le contexte des relations entre les pays socialistes face au capitalisme mondial, des guerres «impérialistes» et de la politique de désarmement en Europe), sur l'évolution économique des deux pays (mais politique aussi: les communistes roumains s'intéressant aux progrès du socialisme en France). À partir des années '60, le PCR

¹ Stéphane COURTOIS, «Du socialisme au communisme français: acculturation totalitaire et cultures nationales», in IDEM (coord.), *Quand tombe la nuit. Origines et émergences des régimes totalitaires en Europe 1900-1934*, Éd. L'Âge d'Homme, Lausanne, 2001.

² Pour le PCF, v. Marc LAZAR, *Le communisme une passion française*, Éd. Perrin, Paris, 2005, p. 45; Stéphane COURTOIS, Marc LAZAR, *Histoire du Parti communiste français*, 2^e édition, PUF, Paris, 2000, p. 16. Pour le PCR, v. Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate: o istorie politică a comunismului românesc*, trad. roumaine par Cristina Petrescu et Dragoș Petrescu, Polirom, Iași, 2005, p. 223.

³ Conservées dans les Archives départementales de la Seine-Saint-Denis. Les archives des partis communistes ont été inaccessibles jusqu'au début des années '90 – les Archives du PCF ne faisant pas une exception: elles ont été ouvertes au public en 1994, pour créer plus de transparence dans le cadre de l'adaptation doctrinaire du parti à la chute de l'URSS.

⁴ Archives Départementales de la Seine-Saint-Denis [dorénavant A.D. (93)], 264 J 1-2.

⁵ A.D. (93), 283 J 30-32.

⁶ Les fonds Waldeck Rochet ont été accessibles exceptionnellement. À cause du fait qu'ils font partie de la «Section Pol-Ex» qui se trouvait, au moment de la lecture, dans un processus de réorganisation, les documents ne sont pas cotés.

⁷ Gaston Plissonnier fut membre du Comité Central (1950-1990), Bureau Politique (1964-1990) et Secrétariat (1956-1990) du PCF; Raymond Guyot fut membre du Bureau Politique entre 1945-1972. Député PCF à l'Assemblée Nationale, Waldeck Rochet succéda à Maurice Thorez en tant que Secrétaire Général du PCF. Dans l'intervalle sondé par cette étude, il occupa successivement les fonctions de Secrétaire du Comité Central (1959-1961), Secrétaire général adjoint (1961-1964) et Secrétaire général du PCF (1964-1972).

montre un intérêt croissant pour le principe de l'autonomie et de l'égalité des partis communistes, principe qui rend illégitime toute «ingérence dans les affaires internes». Par ailleurs, les divergences entre les deux partis dans le cadre du mouvement communiste international ne manquent de susciter des débats.

Comment expliquer la faiblesse de la relation entre le PCF et le PCR? Pourquoi le PCR n'arriva-t-il à susciter qu'un intérêt marginal pour le PCF? Avant de tenter une réponse, reprenons deux constats: le PCF et le PCR n'ont jamais été isolés dans le cadre du communisme mondial. Par surcroît, chacun des deux exhibe à sa façon les deux dimensions inséparables, mais difficilement réconciliables du monde communiste: la dimension internationaliste, appartenance au projet mondial du communisme et la dimension – les dimensions¹ dans le cas du PCF – nationale(s). L'harmonisation des deux dimensions présida à l'élaboration de la politique «étrangère» de chaque parti, à son positionnement dans le mouvement communiste mondial.

Le PCF et le PCR présentent de nombreuses similitudes en termes de parcours historique, de posture idéologique, voire de positionnement dans le cadre du communisme international et par rapport à l'URSS. Néanmoins, leur relation est inconstante et difficile à saisir d'un seul trait. La distance prise par le PCR à l'égard de Moscou, la vocation «nationale» et «dynastique» du communisme roumain à l'époque de Nicolae Ceaușescu² participent sûrement à l'explication. Les documents offerts par les archives du PCF seront donc analysés dans le contexte historique et politique de leur production.

Toutefois, une perspective de sociologie politique s'impose: le PCR est un Parti-État et, sur le plan de la politique étrangère surtout, il est d'avantage État que Parti³. Une lecture d'ensemble des archives du PCF nous indique que les hauts responsables du PCR privilégient le dialogue souverain, ce dialogue-là qui *confirme* leur position souveraine. Une logique institutionnelle et stratégique l'emporte donc sur la parenté idéologique: le dialogue politique et le dialogue idéologique ne se recoupent pas.

Les contacts entre le PCF et le PCR dans la période 1957-1972 (visites de délégations, échanges de lettres et communiqués communs) sont marqués par l'inconstance et, le plus souvent, l'inconsistance. La relation qu'entretiennent les deux partis est «improbable» en ce qu'elle est parcimonieuse et dépourvue de régularité chronologique et cohérence discursive. De ce fait, elle ne saurait pas être circonscrite à un certain modèle: la somme des contacts entre les deux partis ne dénote pas une logique institutionnelle «proactive»; au contraire, cette relation est avant tout «réactive», conséquence des prises de position souvent contradictoires par rapport aux événements majeurs du monde communiste. Ces moments – la mort de Staline, la désagrégation du Kominform, le XX^e Congrès du PCUS et le début de la

¹ Stéphane COURTOIS, Marc LAZAR, *Histoire du Parti communiste français*, cit., pp. 12-14. Le PCF s'installe au cœur des «réalités françaises» premièrement, par le biais d'une «immense panoplie de réseaux protéiformes (du parti, du syndicat, des multiples associations)...faisant ainsi fonctionner un dispositif spatial et sociétal relativement autonome par rapport au reste de la société»; deuxièmement, le PCF cultive ses rapports aux «traditions politiques françaises», lui permettant de légitimer ses actions politiques en les rapportant à une «tradition fabriquée de toutes pièces».

² Valdimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate...cit.*, pp. 223-227.

³ Alexandra IONESCU, *Du Parti-État à l'État des partis. Changer de régime politique en Roumanie*, Editura Academiei Române, București, 2009, pp. 35-113.

déstalinisation, les Conférences mondiales des PC, les événements de Hongrie, en 1956 et de Tchécoslovaquie, en 1968, les scissions de plus en plus prononcées entre les PC – constituent les repères à partir desquels une analyse de la relation entre les deux partis devient possible.

La création du Kominform, ayant un rôle de coordination, impliquait une rupture avec la logique de la III^e Internationale. Dans le monde de l'après-guerre, les PC se retrouvèrent groupés dans une structure internationale dont l'articulation organisationnelle était beaucoup plus faible que celle du Komintern. L'action des PC se retrouva intégrée dans le contexte de la Guerre Froide, théorisé par la doctrine Jdanov qui partage le monde en deux camps, le camp des pays impérialistes, sous l'influence des États-Unis et le camp des pays «démocratiques», ralliés autour de l'Union Soviétique. Désormais, la lutte pour la révolution et la logique de la confrontation directe et frontale, fut abandonnée en faveur d'une autre tactique, celle de l'unité organique et du front unique à la base¹. Cette politique se concrétisa à l'Est par la «fusion» des partis communistes et socialistes et à l'Ouest par la lutte contre les partis sociaux-démocrates.

La structure organisationnelle du Kominform eut un double visage: le visage visible des grandes assemblées et de son journal, *Pour une paix durable, pour une démocratie populaire*; le visage obscur d'une dynamique politique dépourvue de toute armature organisationnelle (le journal étant le seul organe qui lui était propre)². Le Kominform s'est réuni dans cinq assemblées plénières, dont trois eurent une importance spéciale: la réunion de septembre 1947, qui inaugura sa naissance; l'assemblée de juin 1948, qui décida l'exclusion du Parti Communiste Yougoslave; et le congrès de novembre 1949, qui établit les bases théoriques du Mouvement pour la paix³. Une dernière assemblée du Kominform eut lieu en 1950, à Bucarest.

L'activité du Kominform sert d'indicateur de la dynamique du mouvement communiste international, par rapport à laquelle il convient d'évaluer le positionnement du PCR et du PCF. De manière générale, l'intervalle kominformiste coïncide avec une attitude d'obédience totale envers Moscou, qui engendra des changements au niveau de l'articulation sociologique des organisations communistes. La logique totalitaire des grandes purges allait se déployer désormais à l'intérieur même des PC – les «procès de Moscou»⁴ ayant leurs correspondants dans les «affaires» Pătrășcanu et Pauker-Luca-Georgescu en Roumanie⁵ et Marty-Tillon⁶ en France.

En fait, l'adhésion à la logique stalinienne fut le seul dénominateur commun des positions du PCF et du PCR. Cette convergence devint explicite après la mort de Staline, par l'attitude critique des deux partis à l'égard du «rapport secret» de

¹ Lilly MARCOU, *Le Mouvement communiste international depuis 1945*, PUF, Paris, 1990, p. 13.

² *Ibidem*, pp. 14-15.

³ *Ibidem*.

⁴ Parmi l'immense littérature dédiée à la «Grade Purge» et aux «Procès de Moscou» qui la précéderent, v. Robert CONQUEST, *La Grade Terreur*, Éd. Robert Laffont, Paris, 1995, Nicolas WERTH, *Les Procès de Moscou, 1936-1938*, Éd. Complexe, Bruxelles, 1987, Stéphane COURTOIS, Nicolas WERTH et al. (coord.), *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur, répression*, Éd. Robert Laffont, Paris, 1997, ainsi que l'ouvrage récent de Timothy SNYDER, *Bloodlands. Europe between Hitler and Stalin*, Basic Books, New-York, 2010, pp. 51 sqq.

⁵ Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate...cit.*, pp. 145-172.

⁶ Stéphane COURTOIS, Marc LAZAR, *Histoire du Parti communiste français*, cit., pp. 271-275.

Nikita Khrouchtchev et des politiques de déstalinisation subséquentes au XX^e Congrès du PCUS. En Roumanie, le refus de la «déstalinisation» est à comprendre à la lumière de la fragilité organisationnelle du PCR (un «parti en mal de parti»¹) et de sa faible popularité au sein d'une société devenue désormais l'objet d'une entreprise d'ingénierie sociale, dont la mise en œuvre requerrait l'application de la terreur comme «moyen ordinaire de gouvernement»².

Pour sa part, dès sa création le PCF agit en parti explicitement engagé dans la défense inconditionnelle de l'URSS et de sa politique étrangère. Durant les années quarante, le PCF respecta les directives de Moscou, mais les appliqua à sa manière³. Un premier différend apparut après le XX^e Congrès de PCUS, lorsque Maurice Thorez désapprouva le rapport secret de Khrouchtchev, formulant ainsi la première critique à l'adresse du régime soviétique et exprimant le refus de la déstalinisation. Le PCF se fit ainsi le défenseur de l'image de Staline, par opposition au Parti Communiste Italien, dont le leader Palmiro Togliatti se fit le promoteur de l'autonomie au sein du mouvement communiste international⁴.

L'attitude des deux PC envers l'URSS connaîtra des modifications assez lentes, pour des raisons différentes dans chacun des cas. Malgré le choc provoqué par la mort de Staline et l'opposition affichée à la déstalinisation, le PCR et le PCF se retrouvèrent sur des positions similaires par rapport aux événements de Hongrie, en 1956.

En 1953, le chef du Parti Communiste Hongrois, Mátyás Rákosi fut âprement critiqué pour avoir refusé les méthodes d'ajustement économiques suggérées par les nouveaux responsables du Kremlin, Beria et Malenkov. Conséquence directe de cette insubordination, il fut remplacé à la tête du parti par Imre Nagy, le 28 juin de la même année⁵. Entre 1953 et 1955, ce dernier allait démarrer un mouvement de réformes et de déstalinisation, par «l'interdiction des camps d'internement, la fin de la collectivisation agricole, l'inflexion des investissements vers l'industrie légère et le respect de la légalité socialiste»⁶. Les mesures entreprises par Nagy allaient également susciter une critique dure de la censure et de la répression auxquelles la société hongroise avait été soumise. Jugé comme «antimarxiste, antiparti, opportuniste», Nagy fut à son tour exclu du Comité Central et du parti en 1955. La (re)prise du pouvoir par Rákosi et, après sa démission, par Ernő Gerő, représentant de la ligne dure, ne saura mettre fin aux revendications des intellectuels et des étudiants, qui demandaient le retrait des Soviétiques, l'introduction du multipartisme et l'organisation d'élections libres⁷. Le 23 octobre, les troupes soviétiques entrèrent en Hongrie pour y rester jusqu'au 4 novembre 1956, lorsque *Radio Moscou* annonça que la révolution avait été écrasée⁸.

La révolution hongroise fit l'objet de la rencontre des représentants du PCF et du PCR, qui eut lieu à Bucarest, les 16 et 17 avril 1957⁹. Les délégations exprimaient

¹ Alexandra IONESCU, *Du Parti-État à l'État des partis...cit.*, p. 56 sq.

² Stéphane COURTOIS, *Communisme et totalitarisme*, Éd. Perrin, Paris, 2009, p. 117 *passim*.

³ Marc LAZAR, *Le communisme...cit.*, pp. 33-37.

⁴ *Ibidem*.

⁵ Roger MARTELLI, 1965 *communiste. Le glas d'une espérance*, Éditions La Dispute, Paris 2006, pp. 60-61.

⁶ *Ibidem*.

⁷ *Ibidem*, pp. 62-64.

⁸ *Ibidem*, pp. 65-78.

⁹ «Déclaration commune concernant les entretiens entre la délégation du Parti Communiste Français et la délégation du Parti Ouvrier Romain», A.D. (93), 264 J 1-2, Fonds Gaston Plissonnier, Dossier «Roumanie 1957-1986», pièce 1/*Rencontre PCF-PCR, Bucarest, avril 1957*.

leur solidarité avec la lutte pour l'indépendance et la liberté des peuples. Le PCR approuvait ainsi la politique menée par le PCF à l'égard de l'Algérie française. Les deux partis, reprenant les lignes idéologiques du Komintern, estimaient que «l'OTAN, l'Euroatom, la restauration du militarisme allemand constituent des grandes menaces pour la paix»¹. De plus, ils affirmaient leur «complète identité de vues sur les causes et le caractère de l'action contre-révolutionnaire, qui visait à renverser le pouvoir populaire et à rétablir le capitalisme et à transformer la Hongrie dans un avant-poste de l'impérialisme (*sic*)»². Par leur déclaration commune, les deux partis approuvaient l'intervention militaire de L'URSS en Hongrie et constataient le succès de la normalisation menée par le Parti Ouvrier Polonais, concluant par l'impératif du renforcement de la discipline partisane, afin de pouvoir faire contrepoids aux influences extérieures³.

À l'occasion, le PCF et le PCR réaffirmèrent certes la centralité du modèle soviétique (l'URSS étant le «premier État socialiste, centre du mouvement ouvrier international, qui a réalisé déjà le passage au communisme»⁴), pour ajouter toutefois des nuances: la valeur de guide de la doctrine marxiste-léniniste était sans conteste, mais les deux partis entendaient dorénavant de l'appliquer «de façon créatrice, conformément aux principes particuliers économiques, historiques, nationaux de chaque pays»⁵. Ce droit à l'interprétation créative n'était que le corolaire naturel de l'égalité en droits et du principe de non-ingérence dans les affaires internes que les deux partis défendaient de concert. Après coup, l'harmonie de la rencontre à Bucarest frappe par son caractère singulier: ce fut la seule occasion où les deux partis furent d'accord sur tous les problèmes discutés.

Les résultats de la rencontre de 1957 traduisent en fait les positions à l'égard de l'URSS adoptées par les deux partis. Le PCR avait soutenu l'intervention de l'armée soviétique en Hongrie craignant une contamination par l'expérience «révisionniste»⁶. Dès lors, la tragédie hongroise devint le prétexte d'un resserrement du contrôle totalitaire sur la société roumaine. Dans le cas du PCF, la condamnation du soulèvement hongrois prouva l'hostilité de la direction du parti envers la déstalinisation et la fidélité à un monde communiste organisé autour du centre moscovite: devant le Comité central réuni en 1956, Maurice Thorez expliqua que

«la variété des formes n'a rien à voir avec le contenu de la dictature du prolétariat. Ce contenu est obligatoirement commun [...] Son modèle a été et reste fourni par la Révolution d'Octobre [...] Notre parti gardera les yeux fixés sur l'expérience glorieuse du Parti de Lénine, dont s'inspirent tous les partis ouvriers révolutionnaires du monde»⁷.

Une nouvelle rencontre entre le PCF et le PCR eut lieu lors d'une visite des communistes roumains en France en septembre et octobre 1965. Au cours des

¹ *Ibidem*, pp. 2-3.

² *Ibidem*, pp. 3-6.

³ *Ibidem*.

⁴ *Ibidem*, p. 7.

⁵ *Ibidem*.

⁶ Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate...cit.*, pp. 189-192.

⁷ Stéphane COURTOIS, Marc LAZAR, *Histoire du Parti communiste français*, cit., pp. 307-308.

discussions, dont les archives du PCF n'ont conservé que la maigre trace de l'intervention de Waldeck Rochet, loin de retrouver l'accord et la cohésion de 1957, les différences d'approche sur le système communiste sont de plus en plus manifestes.

Effectivement, l'année 1956 marqua le début d'une tournure dans le mouvement communiste international, réverbérée par les positionnements des PC et dont le degré variait en fonction du contexte particulier de chaque parti. Dorénavant, le monolithisme du mouvement communiste passa définitivement dans le registre du mythe¹. Certes, la prétention de l'uniformité n'a jamais réussi à effacer la diversité des enracinements communistes locaux, suivant la dialectique classique de l'Un et du Multiple: le communisme du XX^e siècle ne fut autre chose que *des* communismes². Toutefois, avant 1956, l'Un fut fortement surévalué³. Après 1956 en revanche, le communisme international dévia de plus en plus de la primauté de l'Un, de l'URSS. Le mouvement se retrouva étiré par les forces centrifuges irradiant de trois centres – l'URSS, la Chine et la Yougoslavie⁴. La dissolution du Kominform en 1956 prive le monde communiste de tout échafaudage organisationnel, aussi faible soit-il⁵. Aussi, les Conférences mondiales des partis communistes (1957 et 1960 à Moscou, juin 1960 à Bucarest, février 1968 à Budapest) ont-elles été perçues comme des démarches de rassemblement, issues de la tradition (monolithique) internationaliste et kominformiste⁶. Obligée à se confronter avec les tendances particularistes de l'Albanie et de la Chine, renforcées par la participation (pour la première fois depuis son exclusion du Komintern, en 1948) de la Yougoslavie aux réunions des PC, la direction du PCUS eut du mal à imposer ses nouveaux principes d'action relatifs aux *voies de passage* vers le socialisme, dans un contexte où la tâche primordiale des PC n'était plus la révolution, mais la lutte pour la paix⁷. En fait, la critique chinoise s'attaqua justement au contenu de cette *voie pacifique*, similaire à s'y méprendre à un retour au parlementarisme prôné par la II^e Internationale et, par le fait même, à la négation de la Révolution d'Octobre⁸. Dans le cadre de la Conférence de Bucarest, de juin 1960, le conflit sino-soviétique gagna en ampleur. L'URSS avait déjà accusés les Chinois de fractionnisme et tout en exprimant une position critique à l'égard de la politique étrangère de la République Populaire. De leur côté, les Chinois défendirent l'égalité des partis communistes. L'Albanais Enver Hoxha rehaussa la tension par la critique virulente de la réconciliation soviétique avec Tito en 1955 et de la dénonciation de Staline au XX^e Congrès. Si la conférence de Bucarest ait pu fournir l'occasion de retrouver l'unité perdue du monde communiste, la querelle ouverte par les Chinois et les Albanais déplaça la logique des interactions entre les partis communistes

¹ Suggestive en ce sens est la démarche réalisée sous la direction de Bernard Pudal, dont la finalité consiste dans l'analyse de la dynamique d'un siècle, pendant lequel le *communisme*, dans sa double dimension de théorie et de pratique politique, ne peut se décliner que sous l'espèce du multiple. Cf. Bernard PUDAL *et al.* (coord.), *Le siècle des communismes*, Éditions de l'Atelier, Paris, 2004.

² Roger MARTELLI, 1965 *communiste...*cit., p. 87. V. aussi Bernard PUDAL *et al.* (coord.), *Le siècle des communismes*, cit.

³ *Ibidem*.

⁴ *Ibidem*.

⁵ Lilly MARCOU, *Le Mouvement communiste international...*cit., p. 41.

⁶ *Ibidem*.

⁷ *Ibidem*, pp. 50-51.

⁸ *Ibidem*.

de la fidélité envers le *Parti-Guide* vers un jeu entre des *partis influents* et des *partis intermédiaires*¹. Quant à lui, le PCF s'obstina à défendre le rôle dirigeant du PCUS dans le cadre du mouvement communiste mondial, critiquant le polycentrisme promu par le PCI de Palmiro Togliatti, de même que les tendances fractionnistes et les atteintes au principe du centralisme démocratique à l'échelle mondiale².

C'est dans ce contexte que, durant les années 1960-1968, le PCR affirma ses ambitions d'autonomie. Si en 1961 – après le XXII^e Congrès du PCUS, où Nikita Khrouchtchev lança une nouvelle campagne contre Staline et redéfini le PCUS comme le «parti du peuple entier» – Gheorghe Gheorghiu-Dej faisait toujours état de son soutien inconditionnel pour le leader soviétique, le PCR attendit la Crise des missiles à Cuba pour se soustraire à la domination de Moscou. Les communistes roumains critiquèrent Khrouchtchev pour avoir risqué une guerre nucléaire. Par surcroît, profitant de la conjoncture et des tensions sino-soviétiques, le PCR revendiqua même un rôle de médiateur entre Moscou et Pékin et noua des relations indépendantes avec les autres partis communistes³.

Evidemment, la nouvelle donnée détermina une remise en forme des rapports entre le PCR et le PCF. Lors des entretiens avec la délégation roumaine à Paris, le 6 octobre 1965, le Secrétaire général du PCF, Waldeck Rochet, se disait prêt à mener une discussion autour des divergences potentielles et les nuances propres à chacune de deux parties⁴. Un premier sujet litigieux fut la position du PCF envers le pouvoir gaulliste. Vu que les élections présidentielles programmées pour le 5 décembre 1965 avaient suscité l'intérêt des pays socialistes, qui regardaient la politique étrangère du général de Gaulle d'un œil plutôt favorable, Waldeck Rochet justifia le ralliement du PCF au socialiste François Mitterrand: le responsable communiste français caractérisait le gaullisme en termes de «pouvoir antidémocratique, personnel», d'«expression renforcée des monopoles capitalistes» français, à l'intérieur du pays aussi bien qu'à l'extérieur, où «ces monopoles se trouvaient en rivalité avec les autres monopoles américains, anglais etc.»⁵. En matière de politique étrangère, le bilan était plus équilibré. Si l'hostilité du général de Gaulle à l'influence des États-Unis pouvait réjouir les esprits communistes, le PCF considérait toutefois le pouvoir gaulliste comme un pouvoir personnel qui devait céder la place à «une démocratie véritable, pouvant frayer le chemin vers le socialisme»⁶. Cet objectif politique devenait réalisable, conformément à la doctrine du *passage pacifique* (au socialisme), grâce à l'unité des forces ouvrières et démocratiques, c'est-à-dire par l'entente entre les travailleurs socialistes et communistes.

Au niveau international, Waldeck Rochet critiquait la ligne «dogmatique, aventuriste et chauvine que la République Populaire Chinoise avait adopté, au lieu de se rallier aux décisions prises lors de la Conférence de 1960»⁷. Aussi, la critique

¹ *Ibidem*.

² *Ibidem*, p. 61. V. aussi Stéphane COURTOIS, Marc LAZAR *Histoire du Parti communiste français*, cit., pp. 308-311.

³ Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate...cit.*, pp. 209-213.

⁴ A.D. (93), 283 J 30-32, Fonds Raymond Guyot, Dossier «Roumanie 1965 et 1972», *Intervention de Waldeck Rochet lors des entretiens avec la délégation du Parti Communiste Roumain (Mercredi, 6 octobre 1965)*.

⁵ *Ibidem*, pp. 2-3.

⁶ *Ibidem*, p. 7.

⁷ Il s'agit de la Conférence des PC qui eut lieu en juin 1960 à Bucarest. Parmi les thèmes discutés on compte aussi la politique d'alliance plus large avec les sociaux-démocrates ou

adressée par les communistes roumains au régime soviétique, assortie du silence à l'égard des «ingérences du PCC», qui s'érigeait en détenteur de l'orthodoxie marxiste-léniniste, sans tenir compte de la «diversité des situations», fut jugée par les communistes français comme regrettable¹. Les archives ne permettent pas un examen approfondi des thèmes traités durant la visite de 1965 (25 septembre-6 octobre). L'intervention de Waldeck-Rochet, un des rares documents conservés, suggère des discussions plus amples – Waldeck Rochet «remercie le camarade Draghici pour son compte-rendu de la situation en Roumanie» et ajoute que «Jeannette Thorez-Vermeersch, qui a représenté le PCF au Congrès du PCR a fait aussi un compte-rendu sur les résultats»² – que l'archive ne restitue pas³. Les notes rédigées «à la hâte» par Lucien Mathey⁴ indiquent que, dans la lecture des représentants du PCF, loin d'encourager un resserrement de l'amitié franco-roumaine, la visite mit en exergue les divergences entre les deux partis. On peut ainsi interpréter l'exposé de Waldeck-Rochet comme une réponse aux questions posées par la délégation roumaine (sur la position du PCF dans la politique interne) et de saisir les nuances et les différences qui délimitent les approches des deux partis en ce qui concerne la politique étrangère du général de Gaulle et la perception du mouvement communiste international, des thèmes qui resteront récurrents.

En fait, un échange de lettres entre le PCF et le PCR, datant de mars 1964, offre un meilleur aperçu des désaccords sur le mouvement ouvrier international, dans le contexte du conflit sino-soviétique. Dans un message adressé au Comité Central du PCF, le PCR exprima son «inquiétude causée par les graves divergences dans le mouvement communiste international» et renouvela «l'appel aux partis frères [chinois et soviétique] de cesser les polémiques»⁵. Prenant note de la réponse adressée par les partis soviétique et chinois aux appels du PCR, le PCF exprimait son désaccord à l'égard de la ligne politique chinoise – «dogmatique, aventuriste» et contrevenant aux décisions communes prises lors des Conférences de 1957 et 1960⁶.

La lecture de ce document – et des documents suivants – ne peut faire économie des «mutations» subies par le communisme roumain à partir de 1964. En avril 1964, le PCR répudiait le concept soviétique d'internationalisme socialiste, pour endosser les principes

la suppression du concept de «dictature du prolétariat». Cf. Lilly MARCOU, *Le Mouvement communiste international...*cit., p. 60; A.D. (93), 283 J 30-32, Fonds Raymond Guyot, Dossier «Roumanie 1965 et 1972», cit., p. 8.

¹ A.D. (93), 283 J 30-32, Fonds Raymond Guyot, Dossier «Roumanie 1965 et 1972», cit., pp. 17-21.

² *Ibidem*, p. 16.

³ Un autre fonds, l'archive personnelle de Gaston Plissonier, ne contient que l'allocation d'ouverture des entretiens avec les «camarades roumains», lors de cette visite censée «renforcer les liens d'amitié qui existent entre les deux partis», A.D. (93), 264 J 1-2, Fonds Gaston Plissonier, Dossier «Roumanie 1957-1986», pièce 3: *Allocution d'ouverture aux entretiens avec les camarades roumains*.

⁴ A.D. (93), 283 J 30-32, Fonds Raymond Guyot, *Quelques questions posées à l'occasion du voyage de la délégation roumaine*. Le document porte la mention: «Ces notes ont été rédigées à la hâte, mais ne trahissent sur aucun point l'esprit des questions, ou des affirmations».

⁵ A.D. (93), 264 J 1-2, Fonds Gaston Plissonier, pièce 2: *Lettre du PCR au PCF – reçue le 22.02.1964*.

⁶ *Ibidem*, pièce 3: *Réponse du PCF, le 3 mars 1964*.

«de l'indépendance et de la souveraineté nationale, de l'égalité et de la non-ingérence dans les affaires internes des autres partis ou États et de la coopération fondée sur l'avantage mutuel»¹.

La nouvelle direction du PCR refusait explicitement à l'URSS un statut privilégié au sein du mouvement communiste mondial. Alexandru Bârlădeanu, délégué permanent de la Roumanie au Conseil d'Assistance Economique Mutuelle, eut un rôle important dans la rédaction de ce document qui niait l'existence des «partis supérieurs» et «subordonnés» pour affirmer l'existence d'une

«grande famille des partis communistes et ouvriers qui jouissent des mêmes droits; aucun parti ne peut avoir une place privilégiée et ne peut pas imposer sa ligne et ses opinions à d'autres partis»².

Ce document marqua le début du «communisme national» en Roumanie: au bout de la «nationalisation idéologique», le PCR acquit, pour la première fois dans son histoire, une légitimité politique relative, mais réelle, exploitée par les leaders communistes roumains décidés à profiter au maximum de la frontière très fine entre le «nationalisme constructif et les expressions antirusses destructives et dangereuses»³. Car effectivement, à l'intérieur du pays, la détente idéologique demeurerait limitée. Ainsi s'explique le double visage du divorce entre le PCR et le Kremlin, issu du «contraste entre les prétentions patriotiques et le refus de réviser le modèle léniniste du socialisme, imposé par les soviétiques»⁴.

L'hostilité explicite envers l'hégémonie soviétique dans le système communiste mondial fournit une clé de lecture des documents préparant la Conférence de Karlovy-Vary du 24-26 avril 1967. Centrée sur l'enjeu de la construction d'un système européen de sécurité collective, la conférence est une tentative d'unification du communisme européen⁵ dans le contexte d'une atomisation de plus en plus marquée du mouvement. Dans une lettre du 12 avril 1967 adressée au Comité Central du PCF⁶ – organisateur, à côté du Parti Ouvrier Unifié Polonais, de l'événement – Nicolae Ceaulescu fait état de l'ambiguïté la position roumaine, exprimant ses réserves quant à l'opportunité d'une nouvelle conférence. En fait, une réunion sur la sécurité européenne avait déjà eu lieu à Bucarest en juillet 1966 et avait abouti à la rédaction d'un «document d'ample résonance internationale»⁷. Pourquoi le PCR n'avait-il pas été consulté? Pourquoi ne fut-il pas convié dans le comité d'organisation dans le respect des «normes démocratiques des relations entre les partis»? Le PCR rejetait d'emblée toute ambition de formaliser les parcours nationaux et toute ingérence,

¹ Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate...cit.*, p. 218.

² «Declarație cu privire la poziția Partidului Muncitoresc Român în problemele mișcării comuniste și muncitorești internaționale, adoptată de plenara largită a C.C. al P.M.R. din aprilie 1964», *apud* Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate...cit.*, pp. 218-219.

³ Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate...cit.*, pp. 219-220.

⁴ *Ibidem*, p. 221.

⁵ Lilly MARCOU, *Le Mouvement communiste international...cit.*, pp. 105-106.

⁶ A.D. (93), 264 J 1-2, Fonds Gaston Plissonier, Dossier «Roumanie 1957-1986», *Lettre de N. Ceaușescu à Waldeck Rochet lui faisant parvenir un texte que PCR a adressé aux Partis Communistes et Ouvriers d'Europe*, 12 avril 1967.

⁷ *Ibidem*.

considérée déstabilisatrice pour l'unité du mouvement communiste en tant que tel. Une nouvelle conférence ne pouvait donc être rien d'autre qu'un simple échange d'opinions entre interlocuteurs égaux, menant à une prise de position consensuelle et non-impérative. Le PCR ne participa pas à la conférence de Karlovy-Vary. Son demande d'être coopté dans l'organisation de la conférence se heurta à l'opposition du POUP qui conditionna une telle ouverture de la signature du document final, exigence inacceptable pour les Roumains.

Cet épisode ne fait que souligner une fois de plus les divergences qu'existaient entre les deux partis. Ces positions ont été rediscutées à l'occasion de la visite que Waldeck Rochet entreprit en Roumanie plus tard la même année. Le secrétaire général du PCF affirma de ce voyage qu'il fut «le plus délicat» et qu'il posa «le plus de questions»¹. Faire front commun contre «l'impérialisme en général et notamment contre l'impérialisme américain», tout en encourageant la reconnaissance des deux États allemands et tout en approuvant l'action commune des communistes et des socialistes dans les pays occidentaux: Ceaușescu n'hésita pas de faire part à son homologue d'une position roumaine qui ne péchait pas par un excès de cohérence interne. Ceaușescu reconnaissait que l'état du mouvement communiste international suscitait chez les communistes roumains un sentiment d'inquiétude, lié à l'approfondissement des divergences entre les partis frères, qui n'était pas pour autant l'expression des visions différentes animant ces partis. À son avis, certains partis (sous-entendu le PCUS) étaient toujours animés par la prétention de détenir une vérité absolue et par la volonté de l'imposer aux autres partis. Aussi, toutes les conditions n'étaient pas encore réunies pour pouvoir espérer un apaisement des divergences.

Waldeck Rochet se montra à son tour concerné par la division du mouvement communiste international, qui «affaiblit le mouvement et fait le jeu des capitalistes»². Les polémiques et les attaques fratricides empêchant le fleurissement des idées communistes dans les pays capitalistes, il était donc nécessaire de resserrer les liens entre les partis communistes et réaliser l'union des forces anti-impérialistes au moyen d'une ample conférence internationale, destinée à examiner en détail des changements survenus et à définir des objectifs communs pour les partis communistes. 1960 marqua le début de changements notables: l'émergence de problèmes inédits exigeait le recours à des méthodes nouvelles. Parmi ces nouveaux enjeux, le caractère et le contenu des rapports entre les partis communistes et les mouvements progressistes:

«Le PCF est d'avis que les partis doivent confronter leur points de vue dans l'égalité et la franchise en vue d'une unité d'action, fondée sur des options entièrement libres. Nous avons déclaré, à maintes reprises, que chaque parti doit déterminer sa politique en toute indépendance, de façon autonome. Cela, en partant des intérêts et des conditions particulières à chaque peuple, mais aussi en s'orientant vers les buts et les intérêts communs qui unissent les peuples. Car, la classe ouvrière et les peuples des différents pays ont des intérêts communs à défendre dans la lutte contre l'impérialisme. Il ne s'agit donc pas d'envisager – comme certains semblent le craindre – la direction du mouvement ouvrier à partir d'un centre ou plusieurs centres. Le PCUS ne propose nullement d'organiser

¹ A.D. (93), non coté, Fonds Waldeck Rochet, *Waldeck Rochet, visite en Roumanie 1967*.

² *Ibidem*.

la conférence sous sa direction [...] À l'heure actuelle à notre connaissance, il n'y a qu'un seul parti qui proclame sa volonté d'imposer sa ligne aux autres partis: c'est le PC Chinois. Et il s'agit d'une ligne aventuriste et antisoviétique. Non seulement les dirigeants du PCC veulent imposer leur ligne, mais ils ont entrepris un vaste travail scissionniste dans nombreux pays. Car l'argument – qu'ils ont donné – selon lequel leurs partisans de différents pays viennent d'eux même les trouver n'a aucune valeur»¹.

La visite de Waldeck-Rochet en Roumanie rend compte de l'appartenance des deux partis à un monde communiste de plus en plus fracturé, dans lequel le mot *divergence* acquiert la valeur structurante, vérifiée par sa capacité de discriminer entre deux grande tendances:

«D'une part, ceux qui reconnaissent la divergence pour la déplorer, et qui appellent à sa suppression, et, d'autre part, ceux pour qui le phénomène est positif, issu des luttes spécifiques et des contextes particuliers, et qui œuvrent à sa prise en compte par le mouvement communiste»².

Dès lors, deux conceptions différentes sur la nature du communisme s'affrontent, l'une favorable au *monolithisme*, l'autre au développement de l'*unité dans la diversité*³. L'URSS – et le PCF qui lui est encore fidèle – apparaît comme le chef de file du premier courant, alors que les communistes italiens se font les défenseurs du second. À considérer ses positions durant les années 1960, manifestées lors des rencontres avec le PCF, le PCR appartiendrait à la deuxième catégorie. Il faut toutefois noter que les notions qu'il défendait de manière tellement véhémence, la souveraineté, l'indépendance, l'égalité, la non-ingérence, et qui se traduisaient au niveau de l'action internationale par une prise de distance par rapport à l'URSS – et, plus tard, par l'acceptation des thèses avancées par l'eurocommunisme –, ont servi de rempart contre toute tentative réformiste. Barricadé derrière ces revendications, le PCR s'obstina à mener à l'intérieur du pays une politique répressive et stalinienne⁴.

Les différences saillantes entre le PCR et le PCF furent brièvement passées sous silence en 1968, à l'époque du «printemps de Prague», lorsque les deux partis partagèrent une attitude similaire envers Moscou. La prise du pouvoir par Léonid Brejnev en octobre 1964 entraîna l'abandon des réformes khrouchtchéviennes au profit d'une restalinisation partielle. En Tchécoslovaquie, sur le fond de la crise économique profonde du début des années 1960 et des mouvements de protestation des étudiants, Alexander Dubček avançait un programme politique baptisé de «socialisme à visage humain» dont l'objectif n'était pas de remplacer le socialisme, mais de réformer un régime ayant répliqué aveuglement le modèle soviétique. Interprétée par l'URSS comme une tentative de contre-révolution, l'hérésie tchécoslovaque provoqua l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie le 21 août 1969.

La réaction roumaine est bien connue: Nicolae Ceaușescu dénonça violemment l'intervention, invoquant le droit des pays socialistes à l'autodétermination et

¹ *Ibidem*.

² Lilly MARCOU, *Le Mouvement communiste international...cit.*, p. 86.

³ *Ibidem*.

⁴ Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate...cit.*, pp. 57-58.

condamnant l'ingérence soviétique dans les affaires internes tchécoslovaques. Cette critique de l'intervention de Moscou n'était toutefois pas l'expression d'une solidarité des communistes roumains avec le socialisme démocratique instauré en Tchécoslovaquie. Au contraire, elle traduisait l'hostilité du PCR face aux prétentions du Kremlin de contrôler l'ensemble du bloc communiste¹.

Démontrant une fois de plus son attachement à l'URSS, le PCF joua le rôle de médiateur entre Moscou et Prague. En 1968, pour une fois, le PCF ne défendit pas l'action internationale de l'URSS². Cette attitude ne manqua pas de susciter des réactions fortes au sein du parti: Jeannette Thorez-Vermeersch, militante de longue date et veuve de l'ancien secrétaire général Maurice Thorez, démissionna du parti en signe de protestation³.

C'est dans ce contexte qu'une délégation roumaine rendit visite au PCF en août 1968⁴. Guy Besse, à l'époque membre suppléant du Comité Central du PCF, et Paul Niculescu-Mizil, membre du Comité Politique Exécutif du PCR, passèrent en revue l'actualité politique internationale de l'époque. Le responsable roumain fit état de l'inquiétude générale que le coup avait provoquée en Roumanie précisant que des mesures avaient été prises afin de «faire face à toute éventualité». Ainsi, la critique de l'intervention militaire en Tchécoslovaquie par les communistes français avait été très bien reçue à Bucarest. Il se montra également préoccupé par l'hostilité témoignée par la presse soviétique envers l'entente retrouvée entre le PCR et son homologue yougoslave. Le PCR rejetait donc toute atteinte à sa souveraineté. De son côté, en dépit de sa condamnation de l'intervention en Tchécoslovaquie, le PCF n'envisageait pas de mettre en question des rapports traditionnels avec l'URSS. Aussi, l'idée d'un communiqué commun à la fin de la visite fut rejetée par Guy Besse.

Enfin, une dernière rencontre des deux partis communistes eut lieu en Roumanie en 1972⁵, ayant comme objet «l'étude du développement de l'édification de la société socialiste multilatéralement développée et ses incidences sur la démocratie socialiste»⁶. Les discussions politiques – touchant des sujets divers, tels que l'évolution de l'économie roumaine, la participation des masses dans le cadre de l'industrie, la double nature du Parti roumain, la position envers les divergences du mouvement communiste international, le soutien de la politique du désarmement sur le continent et la condamnation de l'influence américaines – furent complétées par une visite du territoire (usines, établissements culturels, écoles etc.) au bout de laquelle la délégation française montra son admiration pour les acquis du régime. La visite fut close par un communiqué commun entérinant une amitié dont le contenu restait toujours à définir⁷.

La lecture globale des documents consultés aux archives du PCF suggère que le contenu de l'«amitié» entre les deux partis-frères demeura par la suite indéfini. Ce qui

¹ Vladimir TISMĂNEANU, *Stalinism pentru eternitate...*cit., p. 238.

² Marc LAZAR, *Le communisme...*cit., p. 39.

³ *Ibidem*.

⁴ A.D. (93), 264 J 1-2, Fonds Gaston Plissonier, Dossier «Roumanie 1957-1986», *Note sur l'entretien du camarade Guy Besse avec Nicolae-Mizil, secrétaire du PCR*.

⁵ Conformément aux documents consultés aux Archives du PCF.

⁶ A.D. (93), 283 J 30-32, Fonds Raymond Guyot, *Délégation du PCF en Roumanie*, 20-28 novembre 1972.

⁷ IDEM, *Communiqué sur le séjour d'une délégation du Parti Communiste Français en Roumanie*.

confirme, même si *a contrario*, la thèse de cette recherche: l'hétéronomie structurelle du PCR par rapport à l'État roumain influence de manière décisive l'articulation de sa politique étrangère. À ce titre, le principe de la *souveraineté* («auto-détermination») prôné ouvertement à partir de 1964 par le Parti-État roumain est susceptible d'éclaircir les aléas de sa relation avec le PCF. Car, dans le contexte d'un «monde communiste» polyarchique, l'affirmation de la souveraineté de l'État roumain se traduit par le rejet de la position dominante de l'URSS. Ce qui allait favoriser, au niveau interétatique, une revitalisation – pour le moins temporaire – des relations (politiques, économiques et culturelles) franco-roumaines¹.

Décrite en termes analytiques, la relation entre le PCR et le PCF traduit de manière fidèle l'hétéronomie des deux partis. Institutionnelle et structurelle sur le plan de la politique interne, l'hétéronomie du PCR par rapport à l'État roumain s'accompagne de l'autonomie (relative et pour le moins discursive) en politique étrangère. Idéologique et, de ce fait, politique et sociologique², l'hétéronomie du PCF par rapport à la ligne soviétique détermina le caractère improbable des relations entretenues avec son homologue roumain. À l'aune de ce constat, la composition même de l'archive acquiert sa pertinence: disparate, hétérogène et incongrue, elle ne fait que traduire l'incohérence de son sujet – une relation, en fin de compte, dépourvue d'objet.

¹ Cf. Gavin BOWD, *La France et la Roumanie Communiste*, Éd. L'Harmattan, Paris, 2008. Pour une lecture plus nuancée, v. Irina GRIDAN, «Parallélismes et convergences (II). I.Gh. Maurer dans l'antichambre parisienne: tractations pour une visite (1964)», *Arhivele totalitarismului*, vol.XVII,no.62-63,2009,pp.36-49.Consultablesur<http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00621307/fr/>.

² Stéphane COURTOIS, Marc LAZAR, *Histoire du Parti communiste français*, cit., pp. 13 sqq.